

LES AMIS DE LA TERRE-TOGO



Aqualia
Un esprit d'équipe pour l'accès à l'eau potable



GRANDLYON
communauté urbaine

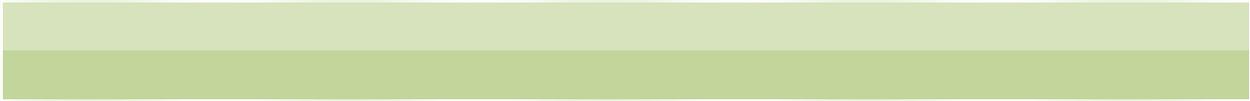
CC DARE: Climate Change and Development - Adapting by Reducing Vulnerability
A joint UNEP/UNEP Programme for Sub-Saharan Africa funded by the Danish Ministry of Foreign Affairs



RAPPORT D'ACTIVITES == 2012 ==



Mise en terre de jeunes plants par les élèves du CEG d'Agou Nyogbo Agbetsiko et une équipe de Les Amis de la Terre-Togo



SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	4
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I : VIE ASSOCIATIVE	6
SECTION 1 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE	7
SECTION 2 : ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE	8
PARAGRAPHE 1 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.....	8
PARAGRAPHE 2 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	9
CHAPITRE II : ACTIVITES	13
SECTION 1 : ACTIVITES PLANIFIEES	14
SECTION 2 : ACTIVITES REALISEES	15
PARAGRAPHE 1 : PROGRAMME CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENERGIE	15
PARAGRAPHE 2 : PROGRAMME DES CAMPAGNES	19
PARAGRAPHE 3 : PROGRAMME DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE.....	20
PARAGRAPHE 3 : PROGRAMME EXPLOITATION DES MINES.....	23
PARAGRAPHE 4 : PROGRAMME INFORMATION ET COMMUNICATION	24
PARAGRAPHE 5 : PROGRAMME SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET BIODIVERSITE	27
PARAGRAPHE 6 : COORDINATION DE PROGRAMMES	30
SECTION 3 : DIFFICULTES RENCONTREES	35
SECTION 4 : PROPOSITION DE SOLUTIONS.....	36
SECTION 5 : PERSPECTIVES.....	36
CONCLUSION	36

REMERCIEMENTS

Le président du Conseil d'Administration, tous les membres de l'ONG Les Amis de la Terre-Togo tiennent à exprimer leurs compliments, et adressent leurs sincères et profonds remerciements aux différents Partenaires Techniques et Financiers et à toutes les autres bonnes volontés pour les résultats appréciables obtenus.

Que ces partenaires ci-après reçoivent ici le témoignage de notre estime et l'assurance de notre dévouement pour leur implication, leur contribution et leur engagement en faveur de l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

ADT-Togo leur exprime également sa gratitude pour leur confiance et tient à les assurer que son staff technique est pleinement mobilisé dans la poursuite de sa mission.

1. Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières ;
2. Ministère auprès du Président de la République chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire ;
3. Ministère des Mines et de l'Energie ;
4. FAO ;
5. Grand Lyon, Communauté Urbaine ;
6. Global 2000 ;
7. Helio
8. Kinome
9. Les Amis de la Terre International ;
10. Reduse
11. Solidarité Eau
12. UICN France
13. Veolia Eau
14. Veolia Environnement

INTRODUCTION

La fin d'année est l'occasion pour les personnes aussi bien physiques que morales, de faire le bilan de leurs activités et d'en tirer les enseignements. L'objectif est de se projeter dans l'avenir avec sérénité à partir de bonnes résolutions devant garantir un futur meilleur. Les Amis de la Terre-Togo (ADT-Togo), ONG de protection de l'environnement dans la perspective de développement durable créée le 20 juin 1990 ne déroge pas à cette règle, loin s'en faut. Comme à l'accoutumée, l'Organisation s'est attelé à cet exercice en relevant ses forces, ses faiblesses et en analysant les opportunités qui s'offrent à elle pour l'accomplissement de sa mission dans les meilleures conditions. Aussi, suite au point fait au terme des activités menées en 2011 par Les Amis de la Terre-Togo, notre Organisation, les défis à relever au cours des années suivantes se présentent comme suit :

- intensification de la lutte contre le phénomène de l'accaparement des terres, promotion de l'agriculture familiale et gestion durable des terres ;
- gestion efficace les aires protégées et préserver les écosystèmes naturels non protégés ;
- renforcement de la visibilité et la lisibilité des actions de l'Organisation ;
- mobilisation plus accrue des moyens financiers et matériels pour la mise en œuvre des activités ;
- nécessité d'être proactif et rendre dynamique le fonctionnement des différents réseaux dont ADT-Togo est membre, ainsi que jouer effectivement le rôle de leader dans lesdits réseaux ;
- nécessité de devenir une force de proposition incontournable sur les questions de changement climatique et d'énergie au Togo, et
- nécessité de valoriser et capitaliser l'expertise et les connaissances du personnel, des volontaires et des stagiaires pour le bien de l'Organisation.

Relever ces défis est pour l'Organisation comme accomplir des pans entiers de la mission qu'elle s'est assignée. Aussi, est-il logique de s'interroger sur les dimensions dans lesquelles ces challenges ont été effectivement relevés.

Le rapport d'activités 2012 se propose de décrire et d'analyser à quel degré les perspectives annoncées suite au bilan de l'année précédente ont été concrétisées.

Pour une bonne lisibilité du présent rapport narratif, il est articulé autour de deux axes fondamentaux : d'une part la Vie associative (I) et d'autre part les Activités (II).

CHAPITRE I : VIE ASSOCIATIVE

La vie associative de Les Amis de la Terre-Togo a été marquée par deux événements importants à savoir la tenue d'une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE), objet de la Section 1 et celle d'une Assemblée Générale Ordinaire (AGO) couplée avec une AGE (Section 2).

SECTION 1 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'an deux mille douze, et le dix neuf mai, s'est tenue dans les locaux de l'Hôtel Acropolis à Lomé, une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) des membres et sympathisants de Les Amis de la Terre-Togo, conformément aux dispositions de l'article 19 des statuts.

L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- Présentation, analyse et appréciation du projet intitulé : « valorisation d'une zone tampon autour du parc Togodo Sud », financé par le Programme Petites Initiatives du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (PPI-FFEM) ;
- Accord sur les personnes habilitées à signer la convention, et à ouvrir un compte au nom dudit projet, et
- Divers.

L'objectif de cette AG est de donner l'occasion aux membres de se prononcer sur la mise en œuvre du projet intitulé : « valorisation d'une zone tampon autour du parc Togodo Sud ». En effet, la Direction Exécutive de ADT-Togo avait soumis ce projet suite à un appel à proposition du PPI-FFEM. L'une des conditions d'octroi du financement sollicité auprès du bailleur est l'accord préalable en Assemblée Générale Extraordinaire des membres de l'organisme demandeur dont le projet a été présélectionné. C'est pour combler cette attente que cette AG a été tenue.



Présentation du projet PPI-FFEM par la future coordinatrice du projet



Vue partielle des participants à l'AGE

Au terme de la présentation du projet et du débat qui s'en est suivi, le projet a été soumis au vote pour adoption. Les résultats suivants ont été obtenus :

Nombre de participants : 43

Membres favorables au projet : 41

Membres non favorables au projet : 0

Abstentions: 2. Ils se sont abstenus parce que n'ayant statutairement pas droit de vote.

Sur la base de ces résultats, le Président du Conseil d'Administration a conclu que l'Association Les Amis de la Terre-Togo est favorable au présent projet.

En somme, l'Assemblée a examiné et adopté l'opportunité de la mise en œuvre du projet financé selon les modalités ci-après : 43 650 € par le PPI-FFEM, 11 814 €, par Les Amis de la Terre-Togo et 6 784 € par les populations. Pour ce faire, l'AGE a autorisé la Direction Exécutive à prendre toutes les dispositions utiles pour la mise en œuvre effective des activités du projet en vue de l'atteinte des résultats escomptés.

L'AGE a donné son quitus au Président du Conseil d'Administration (CA) et au Directeur Exécutif pour la signature de la convention de financement. Elle a enfin, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts, validé le compte bancaire ouvert à l'UTB au nom du projet. Ce compte est intitulé : «ONG ADT/PPI-FFEM ».

Le président, d'autres membres du Conseil d'Administration et le Directeur Exécutif ont pris tour à tour la parole pour s'encourager mutuellement. Ils se sont engagés à œuvrer pour un aboutissement heureux de ce projet.

SECTION 2 : ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE



Vue partielle des participants à l'AGE et l'AGO

L'an deux mille douze, et le dix 07 juillet, se sont tenues dans les locaux de CESAL (Tokoin-séminaire) à Lomé, les Assemblées Générales Ordinaire (AGO) et Extraordinaire (AGE) des membres et sympathisants de Les Amis de la Terre-Togo, conformément aux dispositions des articles 18 et 19 des statuts.

L'ordre du jour a porté sur plusieurs points : révision des statuts, lecture et adoption des rapports, étude et

adoption du plan d'action stratégique 2012-2016 et Renouveau au sein des organes de ADT-Togo.

PARAGRAPHE 1 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Révision des statuts de l'Association

La révision des statuts de Les Amis de la Terre-Togo est motivée par la nécessité d'intégrer dans le texte fondamental de l'Organisation des thématiques nouvelles sur lesquelles elle désire travailler.

En effet, la nécessité de promouvoir la transparence dans les secteurs de l'économie nationale, notamment en matière des industries extractives et autres ressources naturelles s'est imposée à Les Amis de la Terre-Togo comme une évidence dans la réduction de la pauvreté et l'atteinte du développement durable. C'est pourquoi la commission qui a été mise en place a fait des

propositions dans ce sens. Aussi, des amendements ont-ils été apportés aux statuts sur les points suivants :

a. Au niveau du préambule

Sur la dernière ligne, mettre un point (.) au lieu de virgule (,), et effacer le reste du texte. A la fin du préambule, ajouter « il s'agit par conséquent de contribuer à un développement qui fasse justice aux différentes couches sociales en vue de promouvoir la bonne gouvernance des ressources naturelles ».

b. Au niveau des objectifs

Créer un quatrième alinéa, dont la formulation est la suivante : « Demander à l'Etat et aux communautés de publier ce qu'ils gagnent et comment ils l'utilisent dans la perspective du développement durable ».

Ces amendements ont été discutés et adoptés par l'Assemblée à l'unanimité.

PARAGRAPHE 2 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1. Lecture et adoption des rapports

Quatre rapports ont été présentés, discutés et adoptés par les membres de Les Amis de la Terre-Togo. Il s'agit des rapports moral, d'activités, financier et, du Commissariat aux Comptes (CC).

a. Rapport moral

Ce rapport a été présenté par le Président du Conseil d'Administration, M. AFOUTOU Rémy. Celui-ci a dressé le bilan moral de l'organisation à travers le fonctionnement des différents organes et leur contribution à l'accomplissement de la mission de l'Association. Il n'a pas manqué d'exposer les obstacles qui ont jalonné la vie de ADT-Togo depuis deux ans. Pour conclure, il a souhaité que les interventions des membres soient plus soutenues pour un meilleur devenir de ADT-Togo.

b. Rapport d'activités

Le rapport d'activités 2011 a été présenté (en PowerPoint) par le Directeur Exécutif de Les Amis de la Terre-Togo, M. TODZRO Mensah. Celui-ci a structuré sa présentation autour de six axes à savoir les activités planifiées, les activités réalisées, les difficultés rencontrées, les approches de solution, le cas de succès majeur, et les perspectives.

Il ressort de sa présentation que toutes les activités planifiées n'ont pas été réalisées du fait de certaines contingences. Néanmoins, certaines actions non prévues ont été exécutées, en raison soit de l'importance, soit de l'urgence, soit de l'opportunité que leur mise en œuvre offre. Parmi les actions ou activités réalisées, on note l'organisation des chantiers internationaux de volontaires, l'exécution des projets tels que :

- promotion de bonnes pratiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les zones d'écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques au Togo ;
- sensibilisation des populations riveraines de la chaîne d'Atakora à la

gestion durable de ses potentiels hydro-agro-sylvo-pastoral pour le

- développement économique ;
- etc.

Les difficultés recensées à la mise en œuvre de ces actions sont nombreuses, parmi lesquelles le manque ou l'insuffisance de ressources financières pour mener à bien les actions. Au regard des contraintes mentionnées plus haut, il faut noter que des approches de solutions ont été entrevues. On pourra mentionner l'impérieuse nécessité de rechercher de nouveaux bailleurs de fonds et des voies alternatives de sécurisation de fonds.

Le projet «sensibilisation des populations riveraines de la chaîne d'Atakora à la gestion durable de ses potentiels hydro-agro-sylvo-pastoral pour le développement économique» a été présenté comme cas de succès majeur.

S'agissant des perspectives, M. TODZRO a indiqué que ADT-Togo s'engage, entre autres, à intensifier la lutte contre l'accaparement des terres, à promouvoir l'agriculture familiale, les semences locales, la gestion durable des terres, la gestion efficace des aires protégées, et à préserver des écosystèmes naturels non protégés (par des textes).

Il faut noter que des exemplaires des rapports d'activités 2010 et 2011 ont été mis à la disposition des participants. Aussi, le rapport 2010 n'a-t-il pas été présenté.

c. Rapport financier

La présentation du rapport financier a été faite par M. SOSSOU Prosper, le Trésorier de l'Association. Parlant du compte d'exploitation 2010-2011, il a abordé successivement les ressources financières et les charges d'exploitation.

S'agissant des ressources, elles se chiffrent respectivement à 45 153 487 FCFA pour 2010 contre 85 056 983 FCFA pour 2011. Soit une augmentation de 39 903 499 FCFA. En ce qui concerne les charges, les dépenses d'exploitation s'établissent à 62 839 128 FCFA pour 2010 et 84 905 577 FCFA pour 2011. Elles sont constituées par les frais de fonctionnement et les dépenses des activités liées aux projets.

En conclusion, M. SOSSOU a dit que la situation de trésorerie en fin 2011 est de 1 120 964 FCFA.

d. Rapport du Commissariat aux Comptes

C'est M. SASSOU Stanislas qui, au nom du collège des commissaires aux comptes, a présenté le rapport du CC. Celui-ci, se fondant sur les comptes et immobilisations en date du 14 mai 2012, a pointé du doigt certains dysfonctionnements parmi lesquels :

- le non respect des paiements et cotisations par les membres ;
- l'absence d'un cahier de charges pour les matériels roulants de l'Organisation. En ce qui concerne la gestion du matériel de transport, le Commissariat aux Comptes a proposé :
 - la mise en place d'un cahier de charges devant faciliter le suivi du parcours des véhicules, le but de leur utilisation, le kilométrage, les heures de départ et d'arrivée desdits véhicules ;
 - l'inscription du nom et du logo de l'Association sur les véhicules pour une meilleure visibilité, et
 - la cession de TERRANO II (matériel vétuste) aux fins de l'acquisition d'un véhicule plus performant.

Le Bureau Exécutif a pris bonne note des propositions qui ont été faites.

2. Etude et adoption du plan d'action stratégique 2012-2016

Dans le souci de travailler sur le moyen terme, le staff de Les Amis de la Terre-Togo a élaboré, avec l'aval du CA, un plan d'action stratégique pluriannuel (2012-2016) qui a été soumis à l'appréciation des membres.

Le document est structuré en 5 sections : contexte et justification, cadre national d'insertion du plan, présentation de l'ONG Les Amis de la Terre-Togo, plan d'action stratégique, et mise en œuvre et suivi-évaluation du plan.

Le plan vise à assurer une meilleure prise en compte de la problématique environnementale dans le processus de planification du développement et de lutte contre la pauvreté, par une approche bottom-up ciblant les défis liés aux OMD.

Le plan compte six objectifs stratégiques, à savoir :

- développer les capacités de Les Amis de la Terre-Togo pour une meilleure exécution du plan d'action et l'atteinte de ses objectifs ;
- contribuer à la compréhension et à la recherche de solutions à la problématique des changements climatique et de l'énergie ;
- conserver la biodiversité tout en assurant la souveraineté alimentaire au Togo ;
- améliorer les conditions de vie des communautés par la réalisation des actions de proximité ;
- soutenir le développement durable et favoriser l'amélioration significative et mesurable de l'environnement national en fournissant des informations opportunes ciblées, pertinentes et fiables aux décideurs et au public, et
- promouvoir la transparence économique dans les industries extractives.

Il faut noter que ce plan a été confié à une commission ad' hoc qui devra l'étudier et remettre les résultats de son étude au CA. La Commission devra se positionner sur les piliers phares de ce plan et les enrichir.

3. Renouvellement au sein des organes de ADT-Togo

Conformément aux dispositions statutaires de l'Association, 2012 est une année électorale. Aussi, a-t-on procédé au renouvellement des membres des différents organes. Pour ce faire, le présidium a laissé la place à une commission électorale cooptée à l'unanimité (Président : AGBESSI Komla Pascal, Rapporteur : FIATI Aménouvon, Rapporteur adjoint : M. ASSIMA Innocent). Après la mise en place de cette commission, et la validation des candidatures, les bureaux sortants du Conseil d'Administration et du Commissariat aux Comptes ont démissionné.

Cependant les membres de ADT-Togo, ont, à l'unanimité, demandé aux membres sortants des deux organes d'accepter d'accomplir un deuxième mandat aux fins d'un meilleur suivi des chantiers ouverts.

Seul le Secrétaire Général du CA, n'a pas voulu se présenter à nouveau. Il a motivé sa décision par le fait qu'on lui a confié de nouvelles responsabilités au sein de son service (Agence Nationale de Gestion de l'Environnement), lesquelles ne peuvent pas lui permettre d'assurer convenablement son rôle au sein du CA.

Sur-ce, un scrutin a été organisé pour pourvoir au poste de Secrétaire.

Candidats au poste :

Candidat volontaire : M. SOWU Kwami Séna

Candidate proposée : Mme DA COSTA Yawoa Pauline

Résultats du vote

- *Nombre de votants : 38*
- *Bulletin nul = 1*
- *Suffrages exprimés = 37*

M. SOWOU Kwami Séna = 08 voix

Mme DA COSTA Yawoa Pauline = 29 voix (élue)

Clôturent les travaux, le Président a souhaité que tous les associés accompagnent les élus dans l'accomplissement de leur mandat qui vient de commencer, et leur a demandé de ne ménager aucun effort pour une protection efficace de l'environnement. Il a, pour conclure, demandé à tout un chacun de s'inscrire dans l'un des piliers définis dans le plan stratégique 2012-2016 de ADT-Togo afin d'apporter leur pierre à l'édifice.

CHAPITRE II : ACTIVITES

Dans son plan d'action 2012, ADT-Togo avait planifié un certain nombre d'activités (Section 1), lesquelles ont été, pour la plupart, réalisées (Section 2).

SECTION 1 : ACTIVITES PLANIFIEES

Au titre des activités planifiées, on en note deux catégories. Les activités qui sont palpables (activités concrètes) d'une part, celles qui sont théoriques (activités non concrètes), d'autre part.

A- ACTIVITES CONCRETES

Conformément au plan d'action sus-indiqué, les activités principales ci-après avaient été planifiées :

- appuis technique et financier de communautés riveraines des aires protégées en apiculture, (1),
- approvisionnement des populations en eau potable (2),
- renforcement du couvert végétal (3).

1. Appuis technique et financier de communautés riveraines des aires protégées en apiculture

Le parc Togodo Sud est soumis à de fortes pressions, essentiellement anthropiques à savoir : le braconnage, la pêche, l'exploitation forestière, les feux de brousse, la récolte des produits forestiers non ligneux, les défrichements agricoles, la transhumance, l'immigration et la recherche d'eau pour les populations ou le bétail. Il est question d'inverser cette tendance afin de préserver les ressources biologiques et réduire la pauvreté dans la communauté.

2. Approvisionnement des populations en eau potable

Depuis 2008, ADT-Togo a initié un projet d'adduction d'eau potable des agglomérations de Fiokpo. L'objectif dudit projet est d'améliorer les conditions de vie de la population de Fiokpo, les femmes en particulier, en éliminant les maladies d'origine hydrique par un approvisionnement en eau potable, tout en organisant la prise en charge de la gestion des installations et la préservation des ressources naturelles par les bénéficiaires. Il est prévu de donner un coup d'accélération à la mise en œuvre de ce projet en 2013.

3. Renforcement du couvert végétal

Depuis la création de l'Organisation, elle ne ménage aucun effort pour apporter son grain de sel à la préservation et à la restauration de la biodiversité animale et surtout végétale. C'est pourquoi, l'Organisation a prévu, au cours de l'année, notamment pendant la période des vacances des camps chantiers de volontaires dont les unes devront porter sur le renforcement du couvert végétal.

B. ACTIVITES NON CONCRETES

L'information, la communication et la mobilisation des groupes cibles pour un changement de comportement sont, par excellence, des activités non concrètes.

La sensibilisation et la formation des acteurs en développement, et du public en général (1) et l'influence sur les politiques de développement (2), constituent les éléments essentiels desdites activités.

1. Sensibilisation et formation des acteurs en développement, et du public en général

Pour atteindre ses objectifs, Les Amis de la Terre-Togo utilise l'un de ses moyens d'action les plus efficaces : la sensibilisation et la formation de divers groupes-cibles à savoir les populations et les partenaires sociaux sur les enjeux et défis environnementaux. La finalité est de susciter leur adhésion et implication aux projets et programmes de développement durable.

2. Influence sur les politiques de développement

ADT-Togo se prépare, cette année aussi, à prendre activement part à plusieurs réunions, ateliers, colloques, symposiums et conférences, non seulement au plan national mais également aux niveaux régional et international dans le souci de contribuer à influencer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de politiques, stratégies, plans, programmes, projets et actions de développement. L'objectif étant de convaincre, persuader, voire « faire pression » sur les pôles de décision afin d'orienter les interventions de ces derniers en faveur du développement durable à travers le plaidoyer et le lobbying.

SECTION 2 : ACTIVITES REALISEES

Qu'elles soient concrètes ou théoriques, les activités de notre Organisation sont mises en œuvre à travers des outils opératoires appelés Programmes. Les noms de certains programmes ont été modulés conformément au choix stratégique dicté par les changements qui s'opèrent dans le monde en ce qui concerne la gestion durable des ressources naturelles.

Aussi, les activités et actions ont-elles été entreprises à travers les programmes suivants : Développement Communautaire ; Souveraineté alimentaire et biodiversité, Changement Climatique et Energie, Exploitation des Mines, Information et Communication et Coordination des Campagnes.

PARAGRAPHE 1 : PROGRAMME CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENERGIE

L'objectif de ce programme est d'œuvrer à la compréhension de la problématique des changements climatiques, de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations et des écosystèmes face aux effets néfastes des changements climatiques, de développer des actions et stratégies visant à augmenter leur résilience dans les secteurs clés du développement et de promouvoir les énergies renouvelables.

En outre, il veille à la prise en compte de la dimension changement climatique dans les projets de l'organisation. Les actions menées par ce programme peuvent être déclinées comme suit :

1. Contribution à la redynamisation du réseau INFORSE Afrique de l'Ouest :

Le chargé du Programme Changement Climatique et Energie, M. KOGBE Yaovi a participé à la réunion stratégique de redynamisation du réseau INFORSE (International Network for

sustainable energy) section Afrique de l'Ouest du 16 au 20 janvier 2012 et a participé au premier Forum International Francophone Jeunesse et Emplois Verts, à Niamey (Niger).



Vue partielle des participants au Forum International Francophone "Jeunesse et Emplois Verts"

2. Participation à l'atelier annuel de renforcement des capacités du Réseau Climat & Développement

Le chargé du présent Programme a également pris part à l'atelier annuel de renforcement des capacités du Réseau Climat & Développement tenu du 23 au 27 avril 2012 à Grand Popo, Bénin. A l'occasion, il a livré deux communications faites sur l'accaparement des terres et l'énergie.

3. Atelier de mobilisation des décideurs : climatiser la politique énergétique dans le cadre de l'écodéveloppement

Le Coordinateur du Programme a apporté sa contribution à l'organisation par le Ministère des Mines et de l'Energie, en partenariat avec HELIO International, les 24 et 25 avril 2012 à Lomé, Hôtel EDA OBA, de l'atelier cité en objet. L'objectif de cet atelier est l'appropriation par les décideurs et les bénéficiaires au Cameroun et au Togo de l'outil novateur qu'est



l'approche « Traitement de l'Information pour les Politiques Energétiques et l'Ecodéveloppement » (TIPEE), autrement dit, le renforcement de leurs capacités d'analyse et de transformation des résultats en mesures et politiques concrètes.

Vue partielle des participants à l'atelier

Dans la foulée, M KOGBE a assuré l'animation du Secrétariat du Comité de Suivi du processus TIPEE au Togo (organisation de plusieurs rencontres avec les parties prenantes).

4. Coordination du Réseau des Organisations de la société civile sur les Changements Climatiques et l'Energie au Togo

Le chargé du Programme Changement Climatique et Energie coordonne le Réseau des Organisations de la société civile sur les Changements Climatiques et l'Energie au Togo (ROCCET). En vue d'assurer l'efficacité de son travail de coordination, il a mis en place une liste de diffusion du Réseau, organisé plusieurs réunions stratégiques, élaboré un plan stratégique du Réseau, etc.

5. Organisation d'une conférence de presse suite à l'augmentation du prix du gaz butane à usage domestique

Le ROCCET et le Groupe national de travail sur la gestion durable des forêts au Togo (GNT/GDF-Togo) ont tenu le 6 septembre 2012 à Tokoin CESAL (Lomé), un point de presse pour fixer l'opinion sur l'appréciation qu'ils font de l'augmentation du gaz butane à usage domestique opérée par le gouvernement le 27 août 2012. Qui sont les auteurs de cette décision et quels sont les effets de cette augmentation sur la couverture végétale du Togo ? Telles sont les questions auxquelles ces deux organisations ont essayé de répondre.



Les organisateurs au cours du point de presse

Les deux organisations ont demandé au gouvernement togolais l'annulation de la décision d'augmentation du prix du gaz butane au Togo. Pour elles, cette décision va à l'encontre des politiques en cours dans le pays en matière de promotion des énergies alternatives, de la gestion durable des forêts, de la lutte contre les changements climatiques et de la réduction de la pauvreté.

6. Participation à un cours et à un voyage d'échange

Il faut noter que le responsable du Programme Changement Climatique et Energie a participé au cours international de renforcement des capacités sur les fondements holistiques pour l'évaluation et la régulation du génie génétique et des Organismes Génétiquement modifiés, du 30 juillet au 10 août 2012 à Tromsø (Norvège), d'une part et au voyage d'échange d'expériences entre FoE Liberia, FoE Nigeria et FoE Togo sur les impacts des activités d'exploitation du pétrole dans la Région du Delta du Niger au Nigeria, d'autre part.



Cours sur l'évaluation et la régulation du génie génétique et des Organismes Génétiquement modifiés (à gauche)
Voyage d'Echange d'expériences entre groupes FoE (à droite)

7. Participation à la 18^e Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques

Au cours de la 18^e Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques tenue du 26 novembre au 8 décembre 2012 à Doha (Qatar), le Coordinateur du Programme Changement Climatique et Energie :

- a suivi et analysé quotidiennement les négociations, notamment les positions du Groupe Afrique, les « NAMAs » et les financements climat ;
- a participé à des événements parallèles sur différentes thématiques, aux activités de lobbying et plaidoyer, aux rencontres stratégiques des réseaux partenaires de ADT-Togo, entre autres le Réseau Climat & Développement, Southern Voices, HELIO International, INFORSE ;
- a animé trois panels de haut niveau ;
- a publié sur place plusieurs articles notamment sur les accaparements des terres ;
- a publié des brèves sur Mediaterrre, système mondial d'information francophone pour le développement durable.



M. KOGBE Yaovi, 3^e à partir de la gauche, à la 18^e COP de la CNUCC

PARAGRAPHE 2 : PROGRAMME DES CAMPAGNES

L'objectif de ce Programme est d'appuyer les autres programmes dans leurs activités de campagnes, en termes de plaidoyer et de lobbying à l'endroit des décideurs, et de sensibiliser les populations à la base.

A l'actif de ce programme, on peut noter plusieurs actions dans les secteurs ci-après :

Au plan national

1. Ateliers sur le processus ITIE et la Campagne PCQVP au Togo

a. Atelier du 17 janvier 2012

Les Amis de la Terre-Togo a organisé le 17 janvier 2012 à Tokoin CESAL, salle CARITAS, une réunion sur l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) et la Campagne Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) à l'intention des Organisations de la Société Civile (OSC). Cette rencontre a permis aux participants de découvrir les avantages que l'ITIE pour un pays. Les participants se sont également imprégnés du rôle et des actions de PCQVP, une campagne mondiale pour la transparence dans les industries extractives. Cette réunion a vu la participation de 35 personnes dont le Coordonnateur Région Afrique de PCQVP.



Photo de famille (à gauche) et vue partielle de la séance plénière

b. Atelier du 20 mars 2012

Le Coordinateur du Programme des Campagnes, M. KPONDZO Dodzi, a participé à la rencontre du 20 mars 2012 à l'Hôtel Sancta Maria organisée par le Secrétariat Technique de l'ITIE à l'intention des OSC. L'objet de cette rencontre était d'informer les OSC sur le processus de mise en œuvre de l'ITIE au Togo. C'était aussi l'occasion de renforcer les capacités des OSC sur leur rôle au sein de l'ITIE et de PCQVP.

c. Atelier du 21 mars 2012

Le 21 mars 2012, ADT-Togo a tenu un atelier de renforcement des capacités des OSC sur le processus de l'ITIE au Togo. Cette rencontre a permis aux OSC d'analyser le premier rapport de l'ITIE-Togo. En amont à cette séance d'analyse, les participants ont été formés sur comment analyser un rapport de l'ITIE en utilisant les 10 critères de Revenue Watch Institute (RWI). L'atelier a vu la participation de 50 personnes.



Des participants au cours des travaux en commission

2. Activités de suivi de la dissémination du Rapport ITIE-Togo

Suite à la dissémination du rapport de l'ITIE-Togo, version 2010, Les Amis de la Terre-Togo a procédé, à sa propre initiative, à la diffusion et vulgarisation dudit document. On peut signaler, entre autres, l'organisation le 9 juin 2012 au centre Mitronunya d'une séance de sensibilisation sur le contenu du Rapport. On a noté à cette séance la présence des représentants des groupes membres de la société civile, des citoyens ordinaires, du Ministre des Mines et de l'Énergie, et des membres du Secrétariat Technique de l'ITIE, soit une soixantaine de participants.

Dans la même veine, ADT-Togo a participé aux côtés d'autres acteurs intéressés par le sujet ITIE à la diffusion à Adéta, Kara, Tabligbo, Sokodé, Tomegbé, Tsévié, du Rapport de l'ITIE-Togo.



Séances de sensibilisation, (de gauche à droite) à Adéta et Tomegbé

PARAGRAPHE 3 : PROGRAMME DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

La mission assignée au Programme Développement Communautaire (PDC) est de transformer les problèmes collectifs identifiées dans les communautés en projets, d'apporter des réponses collectives à travers la participation démocratique des communautés locales dans le but d'aboutir à une société durable; tout ceci dans une ambiance de travail en synergie entre partenaires. Les activités se réalisent dans le cadre de camps chantiers de volontaires et d'autres activités ponctuelles qui nécessitent l'appui de volontaires. Entre autres activités, on

peut citer les reboisements et l'agroforesterie, les constructions (case de santé, latrines, écoles, etc.), les cours de vacances, la sensibilisation sur certains problèmes brûlants de l'heure, etc.

Ce rapport fait le panorama des activités menées par le PDC. Il s'agit de différentes actions de proximité réalisées dans certaines localités du pays en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés à la base.

Les activités sont relatives aux camps chantiers internationaux de volontaires et au projet d'adduction en eau potable des agglomérations de Fiokpo.

1. Les chantiers internationaux de volontaires

a. Préparation des chantiers

Les activités de préparation des chantiers comprennent :

- l'élaboration du programme de camp chantier 2012 et
- la traduction en anglais et la diffusion du programme des camps chantiers aux associations partenaires.

b. Déroulement des chantiers

Quatre chantiers internationaux ont été réalisés pour le compte de l'année 2012 dans trois préfectures. Il s'agit des préfectures Avé, Agou et Vo. Ces chantiers ont rassemblé 25 volontaires (10 expatriés et 15 togolais).

Le chantier de Lovisa Kopé (préfecture Agou) s'est déroulé du 11 au 27 juillet 2012. Il a regroupé 11 volontaires (4 Français et 7 Togolais). Les volontaires ont, entre autres activités, fait du défrichage, creusé de trous et mis en terre de jeunes plants. Au total 780 stumps de teck ont été mis en terre.



Mise en terre de jeunes plants par les élèves du CEG d'Agou Nyogbo Agbetsiko dans la cours de l'école

Quant au chantier de Mome-Gbavé (préfecture Vo), il s'est tenu du 17 juillet au 04 août 2012 et a regroupé 5 volontaires (1 Français et 4 Togolais). Les volontaires de ce chantier ont fait du soutien scolaire et ont dispensé des cours aux élèves de Mome-Gbavé. Ils ont par ailleurs installé un point de pépinière dont les plants ont servi au reboisement dans l'enceinte de l'école primaire publique du village.

Le dernier chantier s'est déroulé du 3 au 18 août 2012 à Dzéméké (préfecture Avé). Il a rassemblé 10 volontaires, à savoir (5 Français et 5 Togolais). Les activités de reboisement ont

été couplées avec celle du soutien scolaire aux enfants du village dans l'optique de les préparer à mieux démarrer la rentrée prochaine.

c. Difficultés rencontrées

Malgré la bonne ambiance qui a marqué les moments d'échange entre les volontaires, certaines difficultés se sont apparues. Aussi, faut-il signaler que cette saison a été un peu particulière à cause de la nature un peu plus difficile des travaux. Les difficultés se présentent comme suit :

- la non disponibilité et l'inefficacité d'animateurs sur certains chantiers ;
- les tensions sur certains chantiers dues à l'admission des volontaires inexpérimentés sur un chantier ;
- quelques petits soucis liés à la gestion des frais de participation des volontaires expatriés.

2. Projet d'adduction d'eau de fiokpo

a. Etat de réalisation

Les travaux du projet d'alimentation en eau potable des agglomérations de Fiokpo, dont l'objectif est de satisfaire les besoins de la population locale en eau potable tout en maintenant la qualité des systèmes naturels qui supportent leur existence, a connu une évolution dans sa mise en œuvre. La première phase du projet qui consiste en la construction d'ouvrages devant soutenir tout le système d'adduction en eau potable a sensiblement progressé. Les principales activités réalisées sont :

- rencontre avec les principaux décideurs et donateurs potentiels ;
- accueil de deux missions de Veolia (partenaire financier) ;
- achats de matériels de construction d'ouvrages ;
- rencontres avec les membres de la Fédération des Comités de Développement de Fiokpo (FCDF) ;
- distribution de matériels pour les fouilles inter-villages en vue de la pose du réseau d'adduction d'eau, nettoyage des abords des routes par les villageois sur les limites des villages ;
- travaux de finition du réservoir ;
- démarrage des travaux de construction du filtre à sable et d'un poste de chloration (en cours de réalisation) ;
- construction de 5 des 28 bornes fontaines prévues par le projet et pose de compteurs ;
- formation des membres des organes de gestion des ouvrages.

Actuellement, la construction de la prise d'eau est achevée ainsi que celle du réservoir. Les travaux de fouille et d'installation du réseau d'adduction d'eau sont à terme sur le tronçon : Source d'eau - Gbalavé - Volové.

b. Difficultés rencontrées

Le projet connaît un retard par rapport au calendrier d'exécution à cause de :

l'impraticabilité de la route qui donne accès à la source d'eau, suite aux pluies diluviennes dans le courant des mois de mai à août ;

- l'inaccessibilité des carrières pour l'extraction du sable et du gravier ;
- le manque de fonds complémentaires pour la réalisation de toutes les phases du projet ;
- l'absence d'engins pour la réalisation de certains travaux assez difficiles ;
- la nature rocailleuse du sol et la présence des rochers par endroits sur la trajectoire de la tranchée.

L'avancée des travaux entretient l'espoir des populations quant à la réussite du projet, malgré le retard constaté dans son exécution. Malgré la volonté et l'investissement des différents acteurs impliqués dans le projet, le calendrier d'exécution n'a pu être respecté en raison des obstacles relevés plus haut.

Il est prévu que les travaux prennent fin au mois de juin 2013. Cela ne peut advenir que si ADT-Togo parvient à lever du financement complémentaire auprès d'un partenaire technique et financier.



Réservoir construit, filtre à sable en construction (à droite)

PARAGRAPHE 3 : PROGRAMME EXPLOITATION DES MINES

Le Programme Exploitation des Mines (PEM) vise à accompagner les populations riveraines ou impactées par des activités d'exploitation de minerais dans leurs luttes pour l'autodétermination, contre la destruction de leur environnement, et en faveur d'une justice et équité environnementale.

Tout le long de l'année, Les Amis de la Terre-Togo n'a cessé d'accompagner les populations riveraines des sites miniers dans la défense et la protection de leurs droits, notamment à travers des appuis techniques (élaboration de documents, conseils, etc.). Notre accompagnement a permis par exemple la création de l'Association des Riverains des Mines du Bangéli (ARMB) et la mise en œuvre des actions de cette association en vue de défendre les droits des populations (de Bassar) riveraines des sites d'exploitation du fer.

PARAGRAPHE 4 : PROGRAMME INFORMATION ET COMMUNICATION

L'objectif de ce programme est de soutenir le développement durable et favoriser l'amélioration significative et mesurable de l'environnement national, en fournissant des informations opportunes, ciblées, pertinentes et fiables aux décideurs et au public. A l'actif de ce programme, on peut retenir plusieurs activités parmi lesquelles :

1. Activités d'appui aux autres programmes

Le Programme Information et Communication (PIC) n'a ménagé aucun effort pour rendre visibles les activités menées par les autres programmes en mettant à leur disposition les informations pertinentes et les données dont elles avaient besoin pour ce faire. De même, ce Programme a relayé sur le site web de l'Organisation et fait rédiger sur ceux d'autres organismes des articles ayant trait aux réalisations des différents programmes de ADT-Togo. Notons que ce Programme est chargé des relations avec les médias et le public en général.

Aussi, a-t-il favorisé les entretiens entre des responsables de programmes et le Directeur Exécutif avec les organes de presse pour des interviews à la radio et à la télévision.

Le chargé du PIC, M. AMEGADZE Kokou, a été invité à participer à plusieurs émissions sur des radios publiques et privées au cours de l'année. A titre d'exemples, on pourra mentionner :

- l'émission portant sur la sensibilisation du public à la gestion durable des déchets urbains sur la Radio Lomé, le 1^{er} avril 2012 ;
- l'émission de sensibilisation sur l'importance sociale, économique et environnementale des ressources forestières diffusée le 15 avril 2012 ;
- l'émission sur la diffusion du contenu du 1^{er} Rapport ITIE-Togo sur la Radio Ephphata, le 13 juin 2012 ;
- Etc.

Le PIC a également offert ses services à la bonne administration de ADT-Togo, à travers l'échange de correspondances entre l'Organisation et les partenaires techniques et financiers et les différentes institutions gouvernementales.

2. Coordination de projets de développement



En dehors des services d'appuis aux autres programmes, le Programme Information et Communication a conduit des projets à proprement parler. On notera : le projet intitulé « Promotion de bonnes pratiques d'atténuation et d'adaptation au Changement climatique dans les zones d'écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques au Togo », d'une part, et le projet intitulé « Campagne d'information et de sensibilisation sur l'importance socio-économique et environnementale des ressources forestières » d'autre part.

Il faut noter que l'exécution de ces deux projets a démarré en 2011 (cf. Rapport d'activités 2011), s'est poursuivi et a pris fin en 2012.

a. *Projet « Promotion de bonnes pratiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les zones d'écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques au Togo ».*

Ce projet s'inscrit dans le Climate Change and Development-Adapting by Reducing Vulnerability (CC DARE) financé par RISOE CENTER, par le truchement du PNUE. Il vise à amener le public en général, les producteurs, les Organisations de Producteurs Agricoles et leurs organisations faîtières, les éleveurs, les pêcheurs et les autorités politico-administratives, en particulier, à promouvoir la réduction et à construire la résilience vis-à-vis des effets de changements climatiques afin de contribuer au développement durable. Au terme de la mise en œuvre de ce projet, le chargé du Programme a pris part à l'atelier international relatif au partage d'expériences sur l'adaptation au climat en Afrique qui s'est tenu du 2 au 5 avril 2012 à Nairobi (Kenya).

L'événement qui a eu lieu au siège du PNUE, a créé un forum pour le partage des connaissances et l'échange d'idées sur les risques communs du changement climatique. Ce forum visait à capitaliser les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet CC DARE afin d'élaborer des solutions communes au soutien des processus politiques nationaux et à identifier les meilleures pratiques pour des solutions d'adaptation. Il a réuni près de 120 participants de différents pays africains.



Participants à l'atelier de partage d'expérience sur le CC DARE

a. *Campagne d'information et de sensibilisation sur l'importance socio-économique et environnementale des ressources forestières*

Cette action a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs dans la gestion durable des forêts au Togo et d'en promouvoir une gestion participative, rationnelle et durable.

Les activités ont consisté :

- en l'identification des populations cibles et autres parties prenantes, d'une part, et
- en l'organisation des campagnes d'information et de sensibilisation à l'endroit des populations et autres parties prenantes sur l'importance socio-économique et environnementale des ressources forestières et de la relance du processus du PAFN, d'autre part.

Notons que les séances de sensibilisation sur les médias aussi bien que les sensibilisations populaires qui se sont déroulées ont permis d'atteindre les différents groupes cibles à Kévé (Ando-Kpoméy, forêt communautaire); Dapaong (Natchabonga, forêt communautaire); Kara



Séance de sensibilisation à Ando-Kpomey (Région Maritime)

(Péssaré, site de valorisation des sols, et de développement de micro-forêt à titre de démonstration).

b. Plaidoyer et lobbying sur le Projet de Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest

Le Projet de Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (PGAO) est un projet sous-régional visant à transporter du gaz naturel dans l'ouest du Delta du Niger (Nigeria) aux consommateurs au Bénin, au Togo et au Ghana. Ce projet a obtenu l'appui financier de la Banque Mondiale (BM). Selon les études, ce projet va impacter négativement les populations riveraines. Aussi, plusieurs activités de sensibilisation des populations sur les impacts et les risques relatifs au Projet ont-elles été initiées ces dernières années par les groupes « Les Amis de la Terre » du Nigeria, du Togo et du Ghana.

C'est dans ce sens que le chargé du PIC, M. AMEGADZE Kokou, en charge des questions sur le PGAO à ADT-Togo a participé à *l'atelier de dénonciation de la BM dans sa contribution à l'aggravation de la situation de changement climatique dans les pays du PGAO*, organisé par FoE-Nigeria les 24 et 25 mai 2012 à Lagos. L'atelier a traité des questions liées aux indécrottes de la BM, des stratégies de plaidoyer et de l'option d'ester en justice (option litige) contre la BM. L'atelier a pris fin avec une conférence de presse.

L'impact immédiat de cet atelier est que la Société de Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (au Nigeria) a convoqué une réunion et mis en place un comité chargé d'examiner les griefs des collectivités touchées à Badagry (Nigeria), en vue de la compensation et l'autonomisation des membres de la communauté. Un représentant de la communauté et un dirigeant de la communauté locale de Ajido (où les installations de gaz sont situées), M. Sikiru Alliu qui ont pris part à l'atelier, ont été invités à se joindre audit comité. Espérons que les plaintes seront examinées et que la BM prendra les dispositions pour inverser les atteintes à l'environnement et à la vie des communautés locales.



Table d'honneur de l'atelier



Mme Victoria Ohaeri, Directrice Exécutive de « Spaces for Change » faisant une présentation sur « l'option litiges »

PARAGRAPHE 5 : PROGRAMME SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET BIODIVERSITE

Ce programme Souveraineté Alimentaire et Biodiversité (PSAB) vise à conserver la biodiversité tout en assurant la souveraineté alimentaire au Togo. Il traite des questions liées à la gestion efficace des aires protégées, la lutte contre la désertification et la déforestation, la préservation des écosystèmes et espèces menacés, la valorisation des ressources naturelles, la préservation des variétés locales, la promotion de l'agriculture familiale durable, la lutte contre l'accaparement des terres, la lutte contre les OGM, la promotion de l'agriculture biologique, la lutte contre la pollution des écosystèmes par les pesticides et fertilisants.

Le PSAB au cours de l'année 2012, a réalisé les principaux projets suivants :

- mise en place et valorisation d'une zone tampon autour du parc de Togodo sud ;
- information et sensibilisation sur la gestion rationnelle des pesticides et leurs emballages dans la production du coton au Togo.

1. Projet « Mise en place et Valorisation d'une zone tampon autour du parc de Togodo sud »

En collaboration avec le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et la fondation « Véolia Environnement », le Comité français de l'UICN, à travers son Programme des Petites Initiatives (PPI), a accordé son appui financier à l'exécution du projet « Mise en place et Valorisation d'une zone tampon autour du parc de Togodo sud », pour une durée de 20 mois. Le présent projet prévoit, d'une part le reboisement et la mise en place d'activités apicoles dans la zone rétrocédée afin d'améliorer les revenus des populations locales (320 ruches seront installées dans huit villages à qui appartient la zone rétrocédée) ; d'autre part, le renforcement des capacités des Associations Villageoises de Gestion des Aires Protégées, l'élaboration d'un plan d'actions et le développement d'une stratégie de lobbying auprès des autorités étatiques pour l'aménagement du parc et l'élaboration d'un plan de gestion.

a. *Rencontres avec les acteurs*

Des négociations ont été menées avec les chefs des 8 villages concernés par le projet, les communautés, le Conservateur et la Direction de la Faune et Chasse, lesquelles ont abouti à des compromis visant la bonne marche du projet. Ces démarches ont permis à tous les acteurs de s'accorder sur la mise en place d'une ceinture de 100 m comme zone tampon.



Photo de famille à la réunion de lancement du projet à Tomety-Kondzi

b. *Renforcement des capacités:*

Dix-huit (18) menuisiers ont été formés sur : le rôle et l'importance de la ruche dans l'apiculture ; l'identification des matériels servant à la fabrication des ruches ; la connaissance des

similitudes et dissimilitudes entre les différents types de ruches ; la

fabrication de trois types de ruches à savoir : ruche auge africaine, ruche Dadant et ruche kényane.



Séance de formation : 51 personnes dont 47 bénéficiaires du projet, 3 personnes d'ADT-Togo ont été formés sur les techniques modernes de l'apiculture.

c. Mise en place des ruchers

160 ruches ont été fabriquées et installées dans huit villages, à raison de 20 ruches par village.

d. Sensibilisation des communautés

Les objectifs de la sensibilisation sont : faire comprendre aux populations riveraines la nécessité de conserver la biodiversité dans le parc et à sa périphérie ; identifier les braconniers et les autres sources de pressions sur le parc ; et identifier ensemble des approches de solutions aux sources de pressions identifiées.

Photo d'une séance de sensibilisation à Zouvi



e. Appui à l'élaboration du plan d'action des AVGAP

Dans le processus d'élaboration du plan d'action des Associations Villageoises de Gestion des Aires Protégées (AVGAP), un diagnostic participatif a été fait avec les outils suivants :

- la carte de ressources et la carte d'occupation des sols ;
- le profil historique ;
- le calendrier saisonnier des activités ;
- l'arbre à problème et
- l'arbre à solution.

Les plans d'actions sont en cours d'élaboration et devront permettre de mieux planifier le développement (en rapport avec la gestion du parc) de la localité.



Séances d'élaboration des plans d'action des AVGAP à Zouvi (à gauche) et à Donomadé (à droite)

f. Plaidoyer auprès de l'Etat

ADT-Togo a organisé deux rencontres avec l'administration publique. La première était une réunion de concertation sur le déroulement des activités du projet. La deuxième avait pour objectifs : la restitution des recommandations faites par les communautés lors de la sensibilisation ; la gestion de la transhumance dans les aires protégées de Togodo Sud et Nord ; la gestion des feux de végétation dans la zone du projet ; l'implication du village de Kouvé dans la gestion du parc. Conformément aux recommandations des communautés bénéficiaires, le rapport de sensibilisation a été envoyé à la Direction de la Faune et de la Chasse avec copie à la Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières et au Conservateur du Parc.

2. Projet d'information et de sensibilisation sur la gestion rationnelle des pesticides et leurs emballages dans la production du coton au Togo

Pour faire face aux risques liés à l'utilisation inadéquate des pesticides et leurs emballages dans l'agriculture, Les Amis de la Terre-Togo a, avec l'appui financier de GLOBAL 2000, a organisé les 03 et 04 juillet 2012 à la salle de conférence du Bureau de la Croix Rouge d'Atakpamé, « l'atelier d'information et de sensibilisation sur la gestion rationnelle des pesticides et de leurs emballages dans la production du coton au Togo ».

Cet atelier a réuni 51 participants, à savoir les leaders des groupements de producteurs de coton venant des cinq régions économiques du Togo, les représentants des ministères en charge de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Santé, les médias et d'autres organisations intervenant dans l'utilisation des pesticides et engrais au Togo.

L'objectif général de l'atelier est d'inciter les participants à une prise de conscience des effets néfastes de l'utilisation des pesticides sur l'environnement et la santé humaine et promouvoir leur utilisation rationnelle dans la cotonculture.

Spécifiquement il s'est agi :

- d'informer, sensibiliser et éduquer les paysans sur les effets négatifs de l'utilisation inappropriée des pesticides dans la cotonculture ;
- de contribuer à une réduction significative des intoxications volontaires et involontaires dues aux pesticides ;
- de contribuer à la réduction de la pollution de l'environnement due aux pesticides et engrais chimiques, et

- de freiner l'utilisation des emballages vides de pesticides comme matériel d'approvisionnement d'eau de boisson ou de toute autre utilisation dans les ménages

Les travaux de l'atelier ont été marqués par quatre communications suivies des échanges en commissions.

Les communications ont porté sur les thèmes suivants :

- état sur la production cotonnière au Togo ;
- effets de l'utilisation des pesticides sur l'environnement et l'homme ;
- les cultures transgéniques : enjeux, risques, tendances dans la sous-région et au Togo et
- les bonnes pratiques de production durable du coton au Togo.

Les travaux en commissions se sont déroulés comme suit :

- la Commission 1 a fait ressortir les avantages, les inconvénients et les mesures alternatives, y compris les bases pour une bonne pratique de la production de coton ;
- la Commission 2 a abordé les bonnes pratiques de production, les contraintes liées à la mise en œuvre de ces bonnes pratiques, les mesures à adopter (activités, stratégies) pour y faire face, les acteurs responsables ainsi que les délais de mise en œuvre et
- la Commission 3, quant à elle, a présenté un plan de gestion de gestion des emballages de pesticide au Togo.



Enfin, les stratégies de restitution des travaux de l'atelier au sein des groupements de rattachement des participants ont été élaborées.

Photo de famille des participants à l'atelier

Les principales contraintes liées à la réalisation des activités inscrites à l'agenda du Programme Souveraineté Alimentaire et Biodiversité sont relatives au manque de ressources financières pour exécuter toutes les actions prévues.

PARAGRAPHE 6 : COORDINATION DE PROGRAMMES

Le rôle de coordination d'ensemble des programmes par le Directeur Exécutif, M TODZRO Mensah est manifeste. Ce rôle est décisif dans l'orientation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets exécutés au cours de l'année.

Le contact facile et la disponibilité permanente du Directeur Exécutif rendent possibles le bon déroulement quotidien des services d'administration et la coordination de programmes dans le respect du plan d'action de l'Association. Agissant avec tact et diplomatie M. TODZRO, il a permis à ADT-Togo de bénéficier de l'écoute attentive des différentes autorités/institutions publiques, privées et des acteurs de la Société Civile, toutes choses qui ont fait aboutir les projets et programmes.

Recherche de partenaires techniques et financiers

Afin de consolider ses actions sur le terrain, le Directeur Exécutif, n'a de cesse de rechercher des partenaires aussi bien techniques que financiers. C'est ainsi que, dans son rôle de supervision, il a mené certaines actions avec le coordinateur de campagnes, notamment :

- rencontre le 22 août 2012 à Accra, avec l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Ghana ;



- rencontre le 29 août 2012 à Lomé, avec le chargé des affaires économiques et commerciales des Etats-Unis d'Amérique au Togo ; et
- rencontre le 10 septembre 2012 à Lomé, avec l'Ambassadeur de l'Allemagne au Togo.

Rencontre avec l'Ambassadeur de l'Allemagne au Togo. De gauche à droite : MM. Kwami KPONDZO, Joseph WEISS et Mensah TODZRO

Notons que le Directeur Exécutif a participé à un certain nombre de conférences à l'étranger, comme l'indique le tableau ci-après.

Dates	Lieux	Contexte et Objectifs
12 au 17 mars 2012	Marseille (France)	<p>6^e Forum Mondial de l'Eau</p> <p>Le message du 6^e Forum Mondial de l'Eau est : « Ensemble engageons-nous et relevons les grands défis de l'eau dans le monde ». Il était question de l'accès à l'eau pour tous. Pendant une semaine, les participants ont fait de ce 6^e forum de l'eau « le temps de solutions et d'engagements ».</p> <p>Chaque citoyen, parce qu'il participe aux décisions et contribue au service local, doit être écouté et associé à la protection, à la distribution, à la gestion, et au recyclage de ce</p>

		<p>bien commun essentiel au vivant.</p> <p>Signalons que parallèlement au Forum « officiel » Le forum alternatif des organisations de la Société Civile s'est tenu du 9 au 17 mars 2012 par des spectacles, expos, conférences et manifestations.</p>
15 au 17 mai 2012	Dakar (Sénégal)	<p>Réunion internationale de partage sur les préparations nationales pour Rio+20</p> <p>La conférence Rio+20 s'est tenue à Rio de Janeiro au Brésil du 20 au 22 juin 2012. Il avait pour objectif le renouvellement de l'engagement politique pour le Développement Durable (DD), l'évaluation des progrès actuels et les écarts dans l'exécution des résolutions des principaux sommets sur le DD, ainsi que la réponse aux nouveaux défis dans ce domaine. La conférence a abordé deux thèmes (a) une économie verte dans le contexte du DD et la réduction de la pauvreté et (b) le cadre institutionnel du DD.</p>
12 au 15 juin 2012	Dakar (Sénégal)	<p>Rencontre Régionale pour l'Afrique Francophone de PCQVP</p> <p>Les coalitions PCQVP des pays d'Afrique Francophones se sont réunies du 12 au 15 juin 2012 à Dakar au Sénégal au cours d'une rencontre de stratégie régionale. La rencontre visait les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - approfondir la réflexion sur le rôle de la société civile dans la bonne gouvernance dans les industries extractives spécifiquement dans les pays d'Afrique Francophone ; - approprier la vision commune et la nouvelle stratégie de PCQVP ; - échanger sur les bonnes pratiques en matière de suivi des contrats extractifs ; discuter des priorités de la campagne incluant une réflexion sur le futur de l'ITIE. A cette rencontre, les questions suivantes ont été examinées : réussites et défis de l'ITIE à l'avenir, le bilan de l'ITIE en Afrique, nouvelle stratégie de PCQVP, analyse des rapports ITIE,

		vision minière en Afrique : opportunités pour la Société Civile.
19 au 21 juin 2012	Dakar (Sénégal)	<p>Conférence sur la Transparence et la passation des marchés publics.</p> <p>A cette conférence l'accent a été mis principalement sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rôle des tiers indépendants dans le suivi des projets en vue d'une surveillance effective pour lutter contre la fraude et la corruption dans les marchés publics ; - lien entre l'action de la société civile pour mieux engager l'Etat au bénéfice des citoyens, et les mécanismes politiques et gouvernementaux formels pour le suivi des contrats ; - comment les contraintes, en termes d'opportunités et de capacités, peuvent limiter la portée et l'impact des procédures de suivi des marchés et des contrats ; - rôle des acteurs externes tels que la Banque Mondiale dans le renforcement de la Société Civile pour un suivi efficace des contrats - les leçons tirées des expériences et des contributions des coalitions pour le suivi des contrats afin de combattre la corruption et de façon ultime, améliorer l'efficacité du secteur public. <p>Il ressort de la conférence la nécessité de mettre en place des coalitions par pays pour le suivi des contrats et de passation des marchés.</p>
17 au 21 septembre 2012	Amsterdam (Pays Bas)	<p>Réunion mondiale de PCQVP</p> <p>Du 17 au 21 juillet 2012, s'est déroulée à Amsterdam la réunion mondiale de PCQVP sous le thème « Extraire la vérité ». Ce fut l'occasion pour les différentes coalitions de suivre l'historique de cette coalition mondiale qui œuvre en parallèle à l'ITIE en faveur de la transparence et la bonne gouvernance surtout dans les pays riches en ressources minérales.</p> <p>L'organisation hôte Cordaïd a offert un cadre et</p>

		<p>la logistique appropriés à la réunion. Il est à noter qu'au cours de la réunion une matinée a été consacrée aux organisations pour échanger leurs expériences et établir et/ou renforcer leurs relations.</p> <p>Les ateliers tenus à Westerliefde et à Meevaart ont permis d'échanger sur les activités futures de la coalition mondiale et de voir aussi ce que les communautés apportent comme preuve vivante pour le développement de leurs propres localités.</p> <p>Il ressort de la réunion que la campagne mondiale de PCQVP abordera prochainement les questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de quelle façon aller de l'avant ? - comment l'extraction se fait-elle ? - comment les gains sont-ils reçus ? - comment les dépenses sont-elles effectuées ? <p>Il sera aussi question de l'évaluation de la transparence et de la redevabilité.</p> <p>Deux journées de renforcement des capacités ont porté sur les thèmes tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivi budgétaire et développement communautaire ; - justice fiscale dans les industries extractives ; - accord de développement communautaire ; - divulgation obligatoire au niveau mondial de la loi Dodds Frank et des directives de l'Union Européenne ; - gouvernances des groupes multipartites ; - transparence et suivi des contrats ; - utilisation des données pour créer un impact auprès de l'ITIE (amélioration des communications au sein de l'ITIE). <p>Plus de 200 participants ont pris part à ce rendez-vous.</p>
<p>13 au 14 décembre 2012</p>	<p>Ouagadougou (Burkina-Faso)</p>	<p>Rencontre entre les OSC et l'Autorité du Bassin de la Volta</p> <p>Dans le cadre des activités de l'observatoire des ressources en eaux et milieux associés de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) et en vue de capitaliser les données sur le bassin de la</p>

		<p>volta (ABV), s'est tenue les 13 et 14 décembre 2012 à Ouagadougou, la 1^e rencontre entre les OSC et l'ABV.</p> <p>Plus d'une vingtaine d'OSC des six pays concernés par la gestion des ressources en eau et la gestion environnementale de chaque portion nationale du Bassin de la Volta ont pris part à cette rencontre. On a également noté la présence des représentants des partenaires techniques et financiers de l'ABV, notamment, ceux représentant l'Agence Française de Développement et l'UICN.</p> <p>Cette première rencontre s'est déroulée dans le cadre de la consolidation du système Observatoire du Bassin de la Volta. Elle a permis de poser les bases d'un mécanisme d'échange et de dialogue entre les OSC et l'Observatoire de l'ABV et ainsi, de renforcer le rôle de l'Observatoire en tant qu'outil d'aide à l'amélioration des connaissances du Bassin, de la gestion des ressources en eau et des milieux associés.</p> <p>Plusieurs présentations ont ponctué cette rencontre. Le fait marquant est l'examen du projet d'Accord-cadre de coopération relatif à la participation des OSC aux activités. Les OSC se sont engagées à signer cet Accord-cadre après sa mise en forme finale.</p>
--	--	---

SECTION 3 : DIFFICULTES RENCONTREES

A l'heure du bilan, il est clair que des obstacles ont plombé quelque peu les activités réalisées. Si on fait un retour en arrière, on se rend compte de l'immensité des défis à relever. L'association, malgré ses efforts, n'est pas parvenue à régler le problème financier. Certes, ce problème n'est pas spécifique à l'Organisation, mais un effort substantiel devra être fait à ce niveau.

Hormis l'insuffisance de ressources financières, on peut noter également le manque de personnel sur des dossiers spécifiques où une expertise pointue est nécessaire.

De plus en plus, on constate un taux d'arrivée de volontaires internationaux et locaux moins important qu'avant si bien que la visibilité de l'association en a pâti. De plus, les volontaires qui arrivent n'ont pas le même enthousiasme et le même engagement à servir l'humanitaire.

SECTION 4 : PROPOSITION DE SOLUTIONS

Les difficultés étant presque les mêmes que l'année précédente, les mêmes solutions risquent de s'imposer cette année.

Aussi, la stratégie pour pallier ces contraintes doit passer, entre autres,

- par le renforcement et la viabilisation des relations avec les partenaires techniques et financiers traditionnels et l'impérieuse nécessité de rechercher d'autres sources de financement en explorant des partenariats nouveaux, et en initiant des sources innovantes de mobilisation de fonds, notamment au Togo et au sein de l'Organisation.
- par la poursuite des efforts de renforcement des capacités du personnel sur les questions émergentes.
- par la mise en application effective du plan stratégique devant prendre en compte les besoins nouveaux, et en nouant une relation de collaboration entre les différents programmes.

SECTION 5 : PERSPECTIVES

La plupart des perspectives annoncées en 2011 n'ayant pas enregistré une solution efficace l'année d'après, ADT-Togo devra par conséquent s'atteler :

- à promouvoir la gestion efficace des aires protégées, et préserver des écosystèmes naturels non protégés ;
- à poursuivre la lutte contre l'accaparement des terres, et le combat en faveur de la souveraineté alimentaire à un rythme plus soutenu ;
- à s'investir à fonds dans la transparence dans la gestion des ressources naturelles,
- etc.

CONCLUSION

Noble et exaltante est la mission de Les Amis de la Terre-Togo. Malgré la bonne volonté de ses membres et de son personnel technique, cette mission n'est pas totalement accomplie. Forts de la justesse de notre cause, nous ne pouvons que nous employer chaque jour que Dieu fait, à veiller à garantir le mieux-être de chacun de nous en contribuant à mettre ensemble les conditions d'accès à un environnement sain.

Pour ce faire les orientations données au cours de notre dernière Assemblée Générale Extraordinaire, notamment concernant l'engagement en faveur de la gestion transparente des ressources naturelles devront être rigoureusement intégrées et défendues à travers la mise en œuvre du plan stratégique de l'Organisation.

Comme le dit André Gide, «Il n'y a pas de problème ; il n'y a que des solutions. L'esprit de l'homme invente ensuite le problème». Nous devons transformer les obstacles, les contraintes qui s'élèvent devant nous en des opportunités. C'est d'ailleurs de cette façon que l'Humanité évolue. La roue de l'histoire tourne, notre environnement change, nous devons nous y adapter, à l'instar du caméléon qui s'adapte à son environnement afin d'y mieux vivre.

En 2012, tout n'a pas été morose. En effet, de nouveaux partenariats ont été noués, notamment avec Aequalia, une association française qui a pour objet l'apport d'aide

humanitaire et le déploiement d'actions concrètes de solidarité auprès de toutes populations vulnérables qui n'ont pas accès à l'eau potable.

Egalement, les bases administratives ont été posées pour la mise en place de bureaux fonctionnels des sections locales de ADT-Togo à Kpalimé (préfecture Kloto) et à Tomety-Kondzi (préfecture Yoto).

Les membres ont renouvelé la composition du Conseil d'Administration (CA), en y faisant entrer une femme à la place d'un homme. Aujourd'hui, ce CA est composé à 57% de la gent féminine. Ceci prouve la reconnaissance faite aux femmes en tant que leaders et la croyance en leurs capacités à contribuer efficacement au développement durable. Ceci dit, l'Organisation a résolument entamé sa mue pour des lendemains meilleurs.